

«A Fribourg, on manque de chefs»



Partager cet article sur:

03.03.2020

Président de Pro Fribourg, Jean-Luc Rime se montre très critique envers les autorités et l'administration

FRANÇOIS MAURON

Polémique » Jean-Luc Rime, 55 ans, n'a pas la langue dans sa poche. Cet architecte est président de Pro Fribourg, association militant pour la défense du patrimoine, pour un environnement de qualité et pour une participation active à la vie de la cité. A ce titre, il est un observateur affûté

de la vie publique fribourgeoise. Volontiers provocateur, l'homme se montre critique envers les autorités politiques et l'appareil administratif. Interview.

Vous dénoncez un manque de vision de la part des autorités cantonales fribourgeoises. Pouvez-vous étayer cela par des exemples?

Jean-Luc Rime: Le dernier grand projet porté par le gouvernement cantonal, c'est le pont de la Poya, inauguré en 2014. Depuis, plus rien, alors qu'il existe des urgences. Notamment la question climatique. On y répond par un maigre discours de replâtrage avec du développement durable, bien insuffisant face à la gravité de la situation. Dans le domaine de la santé, l'Hôpital fribourgeois est le plus cher de Suisse dans ses structures. Il s'agit de les remettre en question et de les améliorer. Il semble qu'une nouvelle gouvernance commence à réfléchir un peu mieux à ce problème, mais il n'y a toujours pas de projet digne de ce nom pour l'avenir.

Vous êtes aussi critique envers l'administration cantonale. Pourquoi?

Il existe un archaïsme administratif qui ne permet pas de résoudre les problèmes. Je pense que les racines en sont culturelles. Historiquement, Fribourg est un canton conservateur, qui a tissé un lien fort avec une religion autoritariste, où on croit au chef. Or, actuellement, on manque cruellement de chefs. Conséquence: l'administration n'est plus du tout en ordre de marche. Une grande partie de ses employés – pas tous, je tiens à le préciser – se meut dans un système où elle s'auto-alimente et cherche à s'occuper.

Vous déplorez le manque de substance du discours politique concernant le climat. Vous-même, qu'est-ce que vous proposez?

Au lieu de prévoir un plan de mobilité pour 2040 et de le discuter pendant 10 ans, il faudrait le mettre en œuvre plus vite. En Suisse, on parle beaucoup de la rénovation énergétique, mais personne n'ose toucher à un grand tabou: le comportement individuel. Il serait possible d'obtenir des résultats en accomplissant tous un petit effort. En baissant la température d'un degré dans un local, on économise 8% d'une facture de chauffage, donc autant d'énergie. Une addition de petites mesures est envisageable,

mais le politique n'ose pas les mettre en œuvre. Il veut satisfaire tout le monde, ménager la chèvre et le chou. Alors qu'on a besoin d'une voix de maître définissant les grands caps.

Personne ne sort du lot parmi les dirigeants politiques, dites-vous. Comment améliorer la situation?

Nous sommes peut-être arrivés à la fin des cursus politiques traditionnels, où il faut patiemment gravir les échelons avant d'atteindre les fonctions dirigeantes. Les gens les plus compétents sont souvent trop impatients et se détournent de la politique. Les partis doivent faire une introspection et privilégier la qualité des candidats plutôt que le mérite ou la provenance géographique.

Vous parlez d'archaïsme administratif. Vous n'y allez pas avec le dos de la cuillère. Ce terme semble exagéré, non?

Tous les domaines de l'administration ne sont pas concernés. Je suis allé récemment refaire mon passeport. C'est un plaisir de se faire tirer le portrait par les employés de l'Etat dans un secteur qui a l'air de très bien fonctionner. Ce n'est pas partout le cas. Prenez les permis de construire. Je me suis retrouvé comme architecte face à une personne qui ne savait pas lire les plans mis à l'enquête. Le dossier est bloqué. La personne reconnaît qu'elle n'a pas su lire les plans. Toutefois, ce n'est pas elle qui va faire les démarches pour remettre le dossier dans le bon ordre mais bien moi. La notion de service public devrait être beaucoup mieux travaillée dans les institutions.

L'administration est-elle déconnectée des citoyens?

De nouveau, il ne faut pas généraliser. Mais il y a des secteurs de l'administration qui fonctionnent de manière autarcique. Pro Fribourg a récemment obtenu gain de cause auprès du Tribunal cantonal dans un recours contre l'édification d'une centrale à biogaz près du château de Petit-Vivy. Ce dossier témoigne d'un certain nombre de dysfonctionnements. Il était établi dès le départ qu'on avait affaire à un site paysager unique. Il était évident qu'il fallait faire attention. Or les informations données au départ aux agriculteurs à l'initiative du projet étaient de mauvais signaux. Les administrations concernées auraient dû attirer beaucoup plus vite l'attention sur les problèmes que posait une telle construction. D'autres emplacements auraient dû être étudiés. Ce projet

aurait pu se faire à la satisfaction de tout le monde. Mais les administrations concernées n'ont pas fait preuve de courage. Elles manquaient également de connaissances sur un cadre légal qui s'est complexifié. Les choses évoluent vite. L'administration devrait être plus performante, au courant des lois et de la jurisprudence.

Ce sont les politiques qui prennent les décisions...

Les politiques attendent que l'administration sorte une solution miracle du chapeau. Quand il y a un problème, on mandate un expert, on attend un rapport, une étude, parfois plusieurs. Mais le rapport ne va jamais pallier l'absence de décisions du politique. Nous avons besoin, à un moment donné, de quelqu'un qui tranche et ose prendre des risques.

La critique est évidemment facile. Allez-vous vous lancer en politique?

(Rire.) Non, pas du tout. Je préfère agir comme observateur attentif et agitateur pour bousculer les politiques, dont certains sont aussi mes amis.

ENVIRONNEMENT

MARCHE

MOBILITÉ

PATRIMOINE

POLITIQUE

RELIGION

SANTÉ

TRIBUNAL CANTONAL

TOUS LES TAGS

SÉLECTIONNÉS POUR VOUS

